

# MERCREDI 13 AOUT 2014

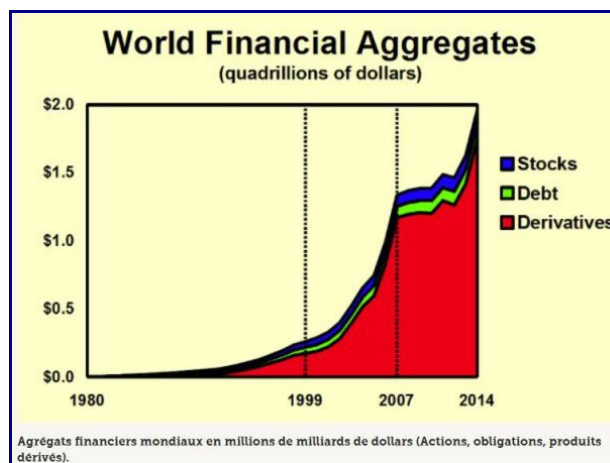
- = [Article en rappel] **La bulle financière approche la barre des 2 millions de milliards de dollars** p.1
- = **[Bail-in au Canada] L'agence S&P revoit à la baisse son évaluation des banques canadiennes** p.2
- = **Peak Oil: L'AIE confirme le déclin de 6% par année** p.3
- = **L'incroyable flambée des coûts d'extraction du pétrole** p.5
- = **Malaise dans l'électricité...** p.7
- = **Dr. Strangelove vs. Mario Draghi** p.8
- = **Le prix de l'or pourrait grimper à l'infini – Ron Paul** p.9
- = **Espirito Santo : DES DESSOUS PAS AFFRIOLANTS** p.11
- = **Le risque du risque...** p.12
- = **Vers une longue stag-déflation...** p.13
- = **Malgré les sanctions, ExxonMobil et Rosneft commencent leur forage conjoint dans l'Arctique...** p.15
- = **Environnement : le nouvel évangile des « Pères verts »** p.17
- = **Tous japonais – suite** p.21
- = **Chômage, CAC 40 : la grande divergence** p.23
- = **Dettes: rassemblement hostile aux fonds "vautours" à Buenos Aires** p.26
- = **Japon : la hausse de la TVA a fait plonger la croissance du deuxième trimestre** p.26
- = **Le salaire minimum relevé de 14 % en Chine** p.28



## **La bulle financière approche la barre des 2 millions de milliards de dollars**

### **[ARTICLE EN RAPPEL]**

Publié le 18 juillet 2014 par Olivier Demeulenaere



*"Après être restée pratiquement stable au cours de la période 2008-2012, la bulle des produits financiers dérivés s'est soudainement remise à gonfler en 2013, atteignant aujourd'hui un taux de croissance de 20 % par an.*

*Le montant total estimé d'actifs financiers dans le monde se situait à la fin juin autour de 1,950 millions de milliards de dollars, et devrait franchir la barre des 2 millions de milliards très bientôt. 90% de ces actifs sont des produits financiers dérivés, le résultat de jeux spéculatifs complètement déconnectés de l'économie réelle.*

*Les dernières statistiques publiées par la Banque des règlements internationaux (BRI) montrent que le total de l'encours nominal des produits dérivés s'était contracté de quelque 2,3 % entre décembre 2011 et décembre 2012. Mais en juin 2013, le taux de croissance, en rythme annuel, affichait soudainement 8,5 %. Il était passé à 12.3% en décembre 2013, avant de grimper jusqu'à 19 % en mars 2014, selon les derniers chiffres disponibles. Précisons toutefois qu'en chiffres absolus, l'encours total communiqué par la BRI est environ la moitié seulement de celui estimé par [Executive Intelligence Review](#).*

*Quant au montant total estimé d'actifs financiers, il avait progressé de « seulement » 1,370 à 1,465 millions de milliards de dollars entre 2008 et 2012, mais a atteint la somme de 1,963 million de milliards au cours des 18 derniers mois".*

[Solidarité & Progrès](#), le 11 juillet 2014

## **L'agence S&P revoit à la baisse son évaluation des banques canadiennes**

**Publié par La Presse Canadienne le lundi 11 août 2014 à 14h43.**

TORONTO - L'agence de notation S&P a revu à la baisse son évaluation des banques canadiennes pour la faire passer à «négatif», en raison de préoccupations entourant la position du gouvernement fédéral au sujet d'éventuels sauvetages à leur endroit.

La décision découle de la crainte qu'Ottawa puisse être réticent à tirer d'affaire de grosses institutions financières dans le cas d'un éventuel nouvel effondrement de l'économie et qu'il favorise plutôt une solution de recapitalisation interne, sans recours à l'argent des contribuables **[BAIL-IN]**.

La révision à la baisse de l'évaluation des banques reflète les attentes amoindries de S&P d'une aide spéciale du gouvernement, a écrit, dans une

note dévoilée vendredi, l'analyste Lidia Parfeniuk.

Une semaine auparavant, Ottawa avait lancé une consultation publique sur les sauvetages des institutions financières. Le processus doit prendre fin le 12 septembre.

La nouvelle évaluation de S&P touche toutes les grandes institutions financières canadiennes, la Banque Royale (TSX:RY), la Banque TD (TSX:TD), la Banque Scotia (TSX:BNS), la Banque CIBC (TSX:CM), la Banque de Montréal (TSX:BMO) et la Banque Nationale (TSX:NA).

La révision de la S&P survient un mois après qu'une autre agence de notation, Moody's Investor Services, eut également revu à la baisse son évaluation des banques du pays.

Malgré ces deux révisions à la baisse, le secteur financier était en hausse à la Bourse de Toronto, lundi après-midi, alors que les actions de toutes les grandes banques affichaient une progression.

## **Peak Oil: L'AIE confirme le déclin de 6% par année**

[Archives de 2000watts.org](#) : Samedi, 16 Novembre 2013



Dans son World Outlook publié cette semaine, les fins stratèges de l'Agence Internationale de l'Energie, basés à Paris, prévoient que la demande de pétrole devrait continuer à augmenter de 90 à 111 millions de barils par jour d'ici à 2035.

Cependant l'Agence admet que le déclin des puits actuels est de 6% et que le gaz de schiste américain n'est qu'une bulle passagère. L'Europe, qui dépense annuellement 500 milliards de \$ pour son gaz et son pétrole, est la plus vulnérable face au peak oil.

### **Le déclin : Une opportunité**

Toujours d'humeur positive, l'AIE pense que le déclin de **6%/an** de pétrole traditionnel est une opportunité pour les majors et boostera les investissements dans la production. En effet, les forages en Arctique ou

Antarctique, les gaz de schistes ou bitumineux sont horriblement coûteux. Mais que voulez-vous, c'est tout ce qui reste!

C'est la première fois que l'AIE confirme publiquement ce déclin de 6% qui était déjà connu des experts. D'ici à 2020, les majors vont devoir trouver 34 millions barils/jour, pour au maximum, compenser le tarissement des forages existants et sans pouvoir répondre à une augmentation de la demande.

Cette quantité représente la production de la Russie, de l'Arabie Saoudite et des USA réunis. Pour éclairer encore plus la situation, l'AIE confirme le rapport de l'année dernière qui annonce une situation de peak oil pour la Norvège, le Mexique, l'Angleterre, l'Angola, l'Iran, la Russie et le Koweït. Si vous avez encore le courage de lire la fin de l'article...

### **Le Pétrole non conventionnel**

Une lueur d'espoir venait de la fracturation, des sables bitumineux, du off-shore et le LGN (lique de gaz naturel). Très onéreux, les forages de schistes américains connaissent un déclin impressionnant et bien plus rapide qu'imaginé.

L'équipe d'Obama annonce le peak de production des gaz de schiste d'ici à 2020, l'OPEP penche pour 2017 et l'AIE opte pour 2025. Quelque soit le vainqueur, c'est pour demain !

### **Subventions: Fossiles vs Renouvelables**

Les énergies fossiles bénéficient des largesses des gouvernements qui octroient 544\$ milliards \$/an de subventions dont 51% pour le pétrole. Loin derrière, nous trouvons les énergies renouvelables qui ne comptent que 101 milliards \$ de subventions en 2012 selon l'AIE.

Le gaz et le pétrole représentent aujourd'hui le 82% de la consommation d'énergie mondiale et devraient baisser à 75% d'ici à 2025.

Côté finance, le marché mondial du pétrole est estimé à 3'000 milliards \$ par an.

Cette année, les dépenses du secteur pétrolier et gazier mondial atteignent un nouveau record et dépassent 700 milliards de \$.

## **L'Inde devient un nouveau géant**

Du côté des pays, la Chine devrait rapidement dépasser la consommation des américains, mais l'Inde est en passe d'exploser sa demande interne.

Les pays du Moyen-Orient vont augmenter de 10% leur consommation actuelle.

L'Europe de son côté exporte 500 milliards \$ pour acheter son or noir ce qui représente 2,5% de son PIB. Le nombre d'industries européennes, fortes consommatrices de pétrole, devraient diminuer d'au moins 10% d'ici à 2035 et augmenter de 1% aux USA. De leur côté, les américains achètent pour 300 milliards de \$ de pétrole à l'étranger.

## **Transport et pétrochimie**

Sans surprise c'est le domaine des transports qui conduit la hausse de consommation et plus particulièrement celle des camions. Le 33% de la hausse provient effectivement de l'augmentation du transport de marchandises. Parallèlement, le diesel est appelé à croître 3 fois plus vite que l'essence pour nos chères voitures. En 2013, 81 millions de nouveaux véhicules vont s'élancer sur les routes du monde.

Du côté de la pétrochimie, se sont les plastiques qui poussent la demande pétrole, de la bouteille en plastique, du smart phone et aux emballages.

## **L'incroyable flambée des coûts d'extraction du pétrole**

ARCHIVES de Scoop.it! : From [www.lesechos.fr](http://www.lesechos.fr) - May 12, 2013



**Coup sur coup, deux grands projets pétroliers viennent d'être remis en**

**cause. Le britannique BP a annoncé la semaine dernière qu'il étudiait le report de Mad Dog 2, l'un de ses projets phare dans le golfe du Mexique.**

Quelques jours plus tôt, c'est l'australien Woodside Petroleum qui décidait d'abandonner son projet d'usine de liquéfaction de gaz naturel sur la côte ouest de l'Australie. Dans les deux cas, une même explication : les coûts ont recommencé à flamber dans l'industrie pétrolière.

**Après avoir doublé entre 2006 et 2008**, sous l'effet d'une recrudescence d'activité dans l'exploration, les coûts de production avaient accusé une baisse d'environ 15 % avec la crise de 2009. Mais **ils sont depuis repartis à la hausse**. L'indice publié par le cabinet IHS Cera montre qu'ils ont même **dépassé leur niveau record de 2008** depuis le milieu de 2012.

D'après les rapports annuels, ils ont grimpé de **23 % chez Shell et de 21 % chez Total entre 2009 et 2012**, et de **20 % chez ExxonMobil entre 2009 et 2011**. « **Le développement d'un champ au large de l'Angola coûte aujourd'hui trois fois plus cher qu'il y a quinze ans** », témoigne un industriel.

**« La hausse du prix du baril au dessus de la barre des 100 dollars, qui rend financièrement intéressant le développement de champs plus complexes, a conduit à la multiplication du nombre de projets, et à une certaine tension sur le marché », commente Anne Pumir, analyste chez Natixis. La complexité des projets elle-même explique une partie de la hausse.**

L'extraction en mer à de grandes profondeurs, ou la production d'hydrocarbures non conventionnels, plus lourds et moins fluides, nécessitent des technologies plus coûteuses que le développement de champs traditionnels, où le coût de production d'un baril est encore inférieur à 10 dollars. Or, **« il peut grimper autour de 50 dollars pour l'offshore très profond, ou à 80-90 dollars pour les sables bitumineux du Canada »**, observe Guy Maisonnier, expert chez IFP Energies Nouvelles.

## Pressions réglementaires

De même les pressions réglementaires ont contraint les compagnies à améliorer la sécurité de leurs installations et à réduire leur impact sur l'environnement. « On évite par exemple de brûler le gaz extrait avec le pétrole : désormais, on le réinjecte dans le sous-sol, ou on le produit, ce qui renchérit les coûts», indique un industriel. Enfin, de nombreux pays, comme le Brésil, réclament désormais un contenu local relativement important. Les compagnies sont amenées à y construire de nouvelles installations, dont le coût de démarrage pèse sur la rentabilité.

**La raréfaction des ressources, humaines ou des équipements, provoque aussi une inflation sur les prix.** Certains profils s'arrachent, et les salaires flambent. De même, les équipementiers parapétroliers ont tendance à pousser leur avantage sur certains matériels, utilisés sur les segments porteurs : le prix de location des appareils de forages pour l'offshore très profond, qui s'élevait à environ 200.000 dollars par jour en 2002, a pu monter l'an dernier jusqu'à 650.000 dollars.

La tendance devrait se poursuivre. « **Tant que la demande de pétrole ne s'effondre pas, il n'y a aucune raison pour que la tension s'apaise** », estime un industriel. Compte tenu du temps nécessaire pour former un foreur ou pour construire une plate-forme de forage, les compagnies doivent s'attendre à de nouvelles hausses de leurs dépenses pendant encore quelques années.

## **Malaise dans l'électricité...**

Patrick Reymond 12 août 2014

Y a de l'eau dans le gaz, ou plutôt, plus de jus dans la centrale. Les multinationales privatisées de l'électricité ont des vapeurs en Europe occidentale : - 5.3 % de consommation. (merci à l'internaute qui m'a signalé l'article).

Aux zusa, la consommation, elle, augmente de 3.5 %.

Preuve que l'effet prix fonctionne parfaitement. Et la donne énergétique : les zusa ont beaucoup de charbon, dont la production d'électricité est le seul débouché quasiment (90 %), et du gaz de schiste, encore en quantité visible, dont le seul débouché pour ce gaz supplémentaire est justement... la production d'électricité.

Pour le gaz, ce sont les 3 tiers : 1/3 particuliers, 1/3 industriel, 1/3 électricité. Et la production d'électricité, le seul débouché possible et immédiat sans investissement, les centrales sont là, étaient surnuméraires et fonctionnaient peu souvent.

En Europe, la présence massive de malades mentaux en phase terminale de fonte du cerveau est avérée dans les classes dirigeantes : ils compriment les revenus, et s'étonnent de voir s'étioler la demande.

Cela fait partie plutôt des choses normales. On parle aussi de [demandes massives](#) de dégrèvements, de remises, de délais. Tout baigne, donc, jusqu'à ce que la situation grecque soit atteinte : la feuille d'impôt ne rencontrera plus que rire, et on s'en servira de papier WC.

3300 TWh ont été livrées en 2013, et la tendance à la baisse était de - 50 TWh par an depuis 2010. On s'attendait (prévisions de 3436 TWh) à un montant nettement plus élevé. Visiblement, il y a une incapacité fondamentale des industriels à envisager une décroissance de leurs marchés.

Bref, à l'instar de tous les autres, ils n'ont pas compris qu'augmenter les tarifs, pour compenser la baisse et la stagnation, ne compensait rien du tout.

La réponse sera classique : il faudra fermer des unités de production. C'est mal barré pour EDF qui visait pour passer de 75 à 50 % de nucléaire, sur une hausse des consommations.

Si une telle évolution devait arriver en France, le sort du nucléaire suivrait le sort américain. Un effeuillage, centrale après centrale.

## **Dr. Strangelove vs. Mario Draghi**

*Par Mish - Global Economic Analysis*

*Publié le 13 août 2014*

Pour ceux qui ont besoin d'une touche d'humour pour commencer la semaine, voici un email qui m'a été envoyé par Noel, un lecteur de Vancouver, au Canada.

Bonjour Mish,



Je n'ai pas pu m'en empêcher. Regardez la tête que fait Mario Draghi, et osez me dire que Peter Sellers n'aurait pas pu en faire une comédie !

« Docteur Strangelove, ou Comment j'ai appris à oublier mes soucis et à aimer le refinancement »

Bon courage pour la suite !

Noel

Vancouver, Canada

**Peter Sellers vs. Mario Draghi**



[http://www.youtube.com/watch?v=snTaSJk0n\\_Y](http://www.youtube.com/watch?v=snTaSJk0n_Y) (noir et blanc 1964)

## **Le prix de l'or pourrait grimper à l'infini – Ron Paul**

Par Mark O'Byrne - *Goldcore*  
Publié le 13 août 2014

Ron Paul, le très populaire candidat présidentiel et plus célèbre voix du mouvement libertaire aux Etats-Unis, a annoncé hier lors d'un entretien avec CNBC qu'il « croit encore en l'or » et que « le prix de l'or pourrait grimper à l'infini ».

L'ancien représentant américain Ron Paul déclaré lors d'un entretien avec Jackie DeAngelis, de chez CNBC, que les arguments en faveur de l'or demeurent intacts sur le long-terme.

Ron Paul:

« Tout est question de moment. Je me souviens avoir observé l'or alors qu'il

coûtait encore 35 dollars et que personne n'espérait le voir atteindre 100 dollars. Tout le monde pensait que s'il franchissait les 100 dollars, le monde s'arrêterait. Et puis nous l'avons franchi les 1000 dollars, et tant que nous continuerons d'imprimer de l'argent, nous aurons des chances de voir son prix grimper à l'infini, parce que les gens finiront par ne plus vouloir du dollar.

Mais cela ne se passera pas si nous nous réveillons et décidons de faire quelque chose. Si les gestionnaires monétaires parviennent à tenir le système ensemble et éviter qu'il s'effondre, alors le prix de l'or continuera de grimper. Mais vous savez, aussi faible qu'il puisse paraître aujourd'hui, il a déjà gagné 100 dollars depuis le début de l'année ».

Jackie DeAngelis:

« Voilà qui représente, si je ne me trompe pas, un gain de 8% depuis le début de l'année. Ce n'est pas une hausse trop mauvaise, bien que je pense que beaucoup de gens s'attendaient à mieux, notamment au vu des instabilités géopolitiques actuelles. Il y a beaucoup de conflits autour du monde – nous pourrions nous attendre à un prix de l'or plus élevé ».

Ron Paul:

"C'est vrai, » mais si vous comprenez la théorie subjective de la valeur, vous ne vous souciez pas trop de cela, parce qu'une hausse de la masse monétaire affaiblit le dollar, et qu'un dollar affaibli entraîne une hausse du prix de l'or. C'est une mesure de long terme, qui n'est en quelque sorte pas mesurable. Vous ne pouvez pas dire que la masse monétaire a augmenté de tant, et que le prix de l'or augmentera en conséquence de tant. Il y a un élément subjectif à ne pas oublier.

Mais sur le long terme, comme le dit la loi économique, si vous continuez d'imprimer de la monnaie papier, la valeur de votre devise diminue, et le prix des biens et services augmentent – ce qui est aussi le cas de l'or.

Je ne m'aventurerais pas à prédire que le prix de l'or sera de trois ou quatre mille dollars d'ici un an ou deux, parce que le faire irait à l'encontre des idées fondamentales de la pensée autrichienne ».

L'entretien peut être visionné [ici](#).

A l'occasion d'un autre entretien avec CNBC, Ron Paul a réaffirmé son idée

selon laquelle les politiques monétaires et fiscales actuelles finiront par engendrer une inflation. Il a parlé d'un effondrement du marché des actions et du risque de voir la dévaluation des devises mener à une dévaluation continuelle du dollar.

Ron Paul conseille depuis longtemps aux Etats-Unis d'abolir la Fed, sujet sur lequel il s'est de nouveau penché mardi.

« S'il est une chose que nous devons faire, c'est nous débarrasser de la Fed, parce que ce sont ses politiques qui crée de la volatilité sur les marchés. En référence aux déclarations des directeurs de la Réserve fédérale, aujourd'hui Janet Yellen, je dirais simplement qu'il est une 'manière très inefficace d'opérer un marché que d'accorder tant d'importance aux déclarations d'un seul individu'.

C'est très important sur le court terme, parce que la réussite des gens dépend de cette interprétation. Mais cela n'a rien à voir avec le marché libre ou encore avec le capitalisme, l'épargne, et tout ce qui est nécessaire à la croissance économique ».

## **Espirito Santo : DES DESSOUS PAS AFFRIOLANTS**

12 août 2014 *par* François Leclerc

Où sont passés les 3,5 milliards d'euros prêtés en catastrophe à la BES avant son sauvetage par la Banque du Portugal (BdP) ? Tous les mystères relatifs à cet engagement de fonds publics soigneusement masqué et qui vient d'être révélé ne sont pas encore éclaircis.

Non sans imprécisions, faute d'une information officielle, les journaux économiques portugais dévoilent aujourd'hui de nouveaux épisodes du sauvetage de la BES. On a ainsi appris que la BCE avait le 1er août dernier cessé d'accepter la BES au titre de contrepartie, la coupant de tout financement et l'obligeant à rembourser à l'Eurosystème 10 milliards d'euros le 4 août au plus tard. Puis que la BdP avait auparavant utilisé la procédure des aides d'urgence (ELA) pour prêter à la BES – après accord obligatoire de la BCE – 3,5 milliards d'euros à échéance du 1er août, afin de lui permettre de faire face à une crise aiguë de liquidités, en raison de retraits massifs des dépôts soigneusement tus. À noter que nous étions alors à quelque jours de l'effondrement de la BES et de sa restructuration, décidée le 3 août mais en

préparation depuis plusieurs jours, et que cette procédure réclame formellement que la banque bénéficiaire soit solvable...

Mais on ne sait pas si ce prêt d'urgence a été remboursé, les opérations de la BES ayant été interrompues le 4 août, ou s'il figure toujours en tant qu'engagement au bilan de l'une des deux structures, la mauvaise ou la bonne banque après transfert (Novo Banco). La BdP, qui est garante au nom de l'État de ce prêt, n'a pas jusqu'à maintenant répondu aux sollicitations.

Cette interrogation n'est pas sans portée, car la mission d'audit confiée par la BdP à PriceWaterhouseCoopers, afin de valoriser Novo Banco ne pourra de toute évidence pas être menée à bien tant que son périmètre ne sera pas clairement délimité. La question épineuse à venir sera de savoir si la vente de Novo Banco pourra, quand elle interviendra, rapporter plus que les 4,9 milliards d'euros de sa capitalisation. Les premières estimations des analystes financiers portugais ne vont pas en ce sens.

Dernier enjeu, tous les dessous du *capitalisme de connivence* sont loin d'avoir été encore dévoilés au cours de ce feuilleton qui n'est pas fini. Les bouches de ceux qui connaissent sa musique vont-elles enfin commencer à s'ouvrir ou bien rester fermées ? Afin de couper court, il va être tentant de tenir pour seul responsable Ricardo Salgado, le chef de la famille Espirito Santo.

P.S. de Paul Jorion : Si l'argent prêté par la Banque du Portugal a été créé *ex nihilo* dans le cadre du programme ELA (*Emergency Liquidity Assistance*), il se retrouvera de toute manière dans la comptabilité du système *Target2* de la zone euro, allant se placer sous forme de dette en « monnaie de singe » (parce qu'équivalente à un trou financier plutôt qu'à une richesse nouvellement créée) envers diverses banques et ira grossir la dette du Portugal envers les pays auxquels appartiennent ces banques. Ce qui veut dire que les 3,5 milliards d'euros créés de toute pièce, qu'ils soient « perdus » ou encore « localisables », sont allés s'ajouter à l'ardoise collective de la zone euro.

## [Le risque du risque...](#)

Posté le 13 août 2014 par *Bcolmant*

Récemment, un de mes amis à qui je partageais mon inquiétude des taux d'intérêt bas et de leur niveau anormal sur une base historique m'a répondu,

avec perspicacité et sagesse : le risque n'est pas là, car tout le monde en est conscient.

La véritable question est de savoir où se situe le risque socio-économique auquel personne ne pense actuellement.

Il s'agit du "risque du risque" ou, pour utiliser la terminologie anglo-saxonne, de *l'unknown unknown* (l'inconnu de l'inconnu).

Comme ce risque n'est pas intégré dans la pensée contemporaine, il faut faire preuve de pensée latérale.

On peut imaginer des fractures monétaires (elles sont légions dans l'histoire), la concrétisation de risques écologiques ou médicaux, c'est-à-dire tous les malheurs de la terre.

Mon intuition (sans doute bornée) me porte plutôt à penser au risque social, c'est-à-dire à l'expression du refus d'une formulation économique européenne.

Là aussi, on trouvera de doctes penseurs qui s'accommoderont du fait que la jeunesse soit sacrifiée au profit de la préservation de la stabilité du capital, de la monnaie et des engagements sociaux.

Pourtant – sauf à pénétrer dans un monde anglo-saxon qui reste éloigné de la nature du contrat social européen -, je crois que c'est là que se situera le questionnement de la crise. L'intégration de la jeunesse est d'ailleurs ce à quoi les américains se sont immédiatement attaqués au milieu du ressac économique.

Plus précisément, l'interrogation sera la suivante : comment voulons-nous assurer un partage harmonieux de la prospérité et de l'espoir ? Comment voulons-nous intégrer les classes sociales et d'âges dans les prochaines décennies ? Quelle est la nature du contrat social et fiscal.

C'est à ces questions que notre prochain gouvernement doit réfléchir.

Rapidement.

## **Vers une longue stag-déflation...**

*Posté le 12 août 2014 par Bcolmant*

Tous les organismes officiels de prévisions économiques s'accordent pour dire que le taux de croissance de la zone euro sera extrêmement faible au

cours des prochaines années.

Il oscillera autour d'un pourcent, avec une fracture entre le Nord et le Sud de l'Europe.

En même temps, le taux d'inflation projeté par les marchés financiers a dégringolé jusqu'à atteindre 0,5 % dans les prochaines années.

Les jalons de l'économie sont plantés : ce sera un mélange de récession et de déflation, ou pour parler pudiquement, de désinflation.

Les lecteurs de ce blog l'ont souvent lu.

Depuis cinq ans, l'intuition d'une nécessité d'inflation ne m'a pas quittée.

J'avais imaginé un scénario de stagflation, c'est-à-dire une chimie de contraction et d'inflation. Au travers de plans d'austérité et d'une politique monétaire parcimonieuse, nos dirigeants ont pris une autre orientation.

Ce ne sera donc pas la stagflation, mais la stagdéflation.

C'est pire.

Ce contexte économique rend une résorption du chômage et une stimulation de l'activité impossible.

En bonne théorie économique (qu'elle soit keynésienne ou Friedmanienne), il faut que l'Etat se substitue aux agents économiques privés pour alimenter la croissance économique.

Bien sûr, il ne s'agit pas de mettre en œuvre une politique de simples transferts sociaux, mais plutôt de travaux publics, qui relèvent désormais de l'économie digitale.

Malheureusement, la contraction budgétaire est aujourd'hui scellée dans un pacte européen qui va inévitablement catalyser la contorsion économique.

Ce pacte exige de diminuer l'excédent d'endettement public de 5 % par an afin d'atteindre un rapport de la dette publique sur le PIB de 60 %. Le pourcentage de 60 % n'est pas neuf puisqu'il fondait un des critères d'accession à la zone euro en 1999. Cette règle se conjugue désormais à ce qu'on appelle la "règle d'or" qui exige de ne pas dépasser un déficit "structurel", c'est-à-dire compte non tenu des aléas conjoncturels, égal à 0,5 % du produit intérieur brut (PIB).

Faute de pouvoir réaliser une dévaluation monétaire 'externe', l'Europe a

imposé une dévaluation 'interne', c'est-à-dire une contraction budgétaire et des modérations salariales, traduites sous l'exigence de programmes d'austérité, désormais consacrés par le pacte budgétaire.

Que devrions-nous faire ? Aucune solution n'est idéale. Pourtant, il faudrait créer un choc d'inflation, c'est-à-dire un refinancement massif (correspondant à une création monétaire) des dettes publiques des pays fragilisés.

En d'autres termes, il faudrait s'inspirer de la politique monétaire japonaise contemporaine, puisque nous tombons dans un scénario nippon.

Mais cela ne suffira pas : il faudra réaliser que le retour à l'équilibre budgétaire n'est pas la solution alors que l'économie se contracte. Mieux vaut en effet, de grands projets d'infrastructure destinés à moderniser l'Europe au-delà des Etats-nations.

L'Europe n'y est pas préparée.

## **Malgré les sanctions, ExxonMobil et Rosneft commencent leur forage conjoint dans l'Arctique...**

Crashdebug.fr 12 août 2014

La preuve que les sanctions ne sont que des gesticulations – et les menaces de guerre mondiale, du pur cinéma? Sans aller jusque-là, on notera que pour l'oligarchie anglo-saxonne le "droit international" – prétendument bafoué par Poutine – ne pèse jamais lourd face à la perspective de juteux contrats... D'ailleurs la diabolisation de Poutine ne vise-t-elle pas aussi, in fine, à mettre la main sur davantage de richesses à l'est de l'Ukraine et en Russie ?

"Le géant pétrolier américain ExxonMobil (NdT: Ex-Standard Oil, représentant les intérêts Rockefeller) et la compagnie pétrolière russe Rosneft vont continuer leur exploitation commune de l'Arctique russe et ce malgré toutes les sanctions occidentales contre la Russie et réciproquement, a dit la firme américaine alors que les deux géants pétroliers ont lancé leur forage d'exploration dans la Mer de Kara.

“Notre coopération est sur le long terme. Nous y voyons de gros bénéfices et sommes prêts à continuer de travailler selon notre accord”, a dit Glenn Waller, le manager en chef d'ExxonMobil en Russie, au président Vladimir

Poutine lors d'une vidéo-conférence.

Le leader russe s'est félicité du projet d'exploration commun comme étant un exemple de coopération mutuelle bénéfique qui renforce la sécurité énergétique globale.

Le patron de Rosneft, Igor Setchine, a dit que le lancement du forage du puit Universitetskaya-1 est un des événements les plus importants de l'entreprise cette année.

“Nous espérons que ce travail fera découvrir une nouvelle réserve pétrolière ici dans la Mer de Kara. Le développement de la plateforme arctique aura un grand impact économique pour la Russie”, a-t-il dit.

Setchine a comparé la base de ressources de ce projet comme étant au moins équivalent (aux réserves) de l'Arabie Saoudite.

“Ce projet va donner à la Russie une nouvelle perspective et va assurer une sécurité énergétique pour le monde. En comparant ce projet avec d'autres projets dans le monde sur le plan des ressources énergétiques, nous pouvons dire en toute confiance que ceci représente de vastes ressources comparables à celles de l'Arabie Saoudite et que cela excède considérablement la capacité de production offshore du Golfe du Mexique, de l'Alaska et du Canada”, a-t-il dit aux journalistes samedi.

Setchine a ajouté qu'il a toute confiance en ce projet. “En ce moment, il n'y a aucun projet dans le monde qui est engagé à de telles latitudes, mais en même temps, nous avons toute confiance en notre succès car nous avons de bons associés.”

Le patron d'ExxonMobil pour la Russie, Glenn Waller, a confirmé la très forte association entre les deux entreprises. “Notre association est une association sur le long terme et nous y voyons de grands bénéfices ici, nous sommes tout à fait prêts à continuer notre travail commun”, a-t-il dit.

Les prévisions entrepreneuriales mettent optimistiquement ces nouvelles



réserves dans la tranche des 13.000 milliards de tonnes de pétrole brut, plus que le Golfe du Mexique ou même que les réserves de l'Arabie Saoudite.

Le forage s'effectue depuis la plateforme West Alpha, construite par Norway's North Atlantic Drilling. Elle a un poids à vide de 30 700 tonnes et a une capacité de forage de la plaque continentale de plus de 7km (NdT : Au delà de tout bassin sédimentaire, c'est-à-dire dans les réserves abiotiques émergeant du manteau terrestre, voir notre dossier sur le pétrole abiotique.

La plateforme a été équipée d'un système de détection avancé d'icebergs, qui traque les icebergs potentiellement dangereux, donnant suffisamment de temps à des navires de remorquage de tirer la plateforme hors de danger, ou pour la plateforme de verrouiller hermétiquement la tête de puits et d'être évacuée vers une zone sûre.

Rosneft est une des entreprises russes ciblées par les nations occidentales pour punir Moscou de sa position sur la crise ukrainienne. La riposte de la Russie jusqu'ici a été d'interdire les importations de certains produits alimentaires en provenance des pays qui ont approuvés les sanctions économiques anti-russes".

## **Environnement : le nouvel évangile des « Pères verts »**

Par Michel Gay. Publié le 13 août 2014, Contrepoints

Le zèle des antinucléaires à promouvoir les énergies alternatives rend-il aveugles à ses effets négatifs sur l'environnement et l'économie ?

Il y avait les Pères Maristes, Jésuites, Dominicains et autres Pères Franciscains. Il y a maintenant les Pères Verts dont les principales congrégations sont des « ONG » (organisations non gouvernementales), des associations d'écologistes antinucléaires et, de manière plus surprenante, l'ADEME, une agence officielle de l'État français.



## Les nouveaux prêtres

Tout comme les autres « Pères », ils prêchent l'ascétisme pour une vie future meilleure. Ce sont les nouveaux prêtres d'une écologie radicale. Ils rêvent d'une vie paradisiaque faite de vent et de soleil, sans pétrole, sans gaz, sans charbon et surtout sans nucléaire. Leur idéal est la sobriété forcée et la repentance des péchés commis par les hommes à l'encontre de la planète. Ils se nourrissent de l'angoisse naturelle des populations et de la peur de l'avenir qui leur servent toutes les deux de viatique.

La croix articulée, à trois branches, plantée sur un immense mât d'acier et de béton, appelée « éolienne », ainsi que des panneaux à base d'aluminium, de silicium et de verre, appelés « panneaux photovoltaïques » (PV), sont leurs idoles devant lesquelles ils se prosternent et perdent toute raison.

Le développement des énergies renouvelables, notamment l'éolien et le photovoltaïque, pour réduire les émissions de gaz carbonique (CO<sub>2</sub>), et l'arrêt des centrales nucléaires (qui paradoxalement n'émettent pas de CO<sub>2</sub>), semblent être les deux principaux combats de ces nouveaux Pères Verts.

Ils ordonnent et des moines soldats partent de temps à autre à l'assaut de ces temples du diable que constituent les centrales nucléaires. Le député écologiste Denis Baupin écrit en mars 2014 : « *la bagarre en vue de la loi Transition énergétique bat son plein* » et « *la bagarre continue dans tous les lieux où nous pouvons la mener* ». Le [Directeur « général » de Greenpeace France](#) déclare : « *Les adhérents et les électeurs d'EE-LV ont la lutte antinucléaire chevillée au corps. Ce combat historique a forgé la colonne vertébrale de l'écologie politique en France* ». Ils excommunient les

responsables nucléaires en les discréditant dans les médias qu'ils utilisent comme caisse de résonance pour leurs sermons apocalyptiques.

### **Effets pervers des Pères verts**

Mais l'action des Pères Verts a des effets pervers ! L'Allemagne « vertueuse », championne de la promotion de l'éolien et du photovoltaïque, augmente ses émissions de CO<sub>2</sub> (+2% en 2013) depuis l'arrêt de sept réacteurs nucléaires en 2011. Elle est même [un des plus mauvais élèves de l'Europe](#) dans ce domaine. Le Danemark, tant vanté pour ses champs d'éoliennes à perte de vue, [émet plus de CO<sub>2</sub>](#) par habitant que la France. Leur sens de la propagande, leur maîtrise du verbe et leur goût pour les métaphores sont mis au service de leur foi (ou de leur mauvaise foi) antinucléaire, dans presque tous les médias, et notamment sur la chaîne de télévision « Arte », pour masquer la réalité et nous faire prendre des vessies pour des lanternes.

Il est cependant étonnant qu'un organisme étatique participe à cette mystification. Ainsi, [le document de l'ADEME](#) de mars 2014 intitulé sobrement « L'énergie éolienne » et sous-titré « Produire de l'électricité avec le vent » trompe les lecteurs en mélangeant habilement le vrai et le faux. C'est une technique classique qui fonctionne toujours bien.

### **Extraits**

- « *Depuis quelques années, la production électrique éolienne est en plein développement industriel* ».

L'éolien est bien une industrie et non une sympathique énergie de « proximité » : c'est honnête de le reconnaître. Mais elle est en déclin depuis plusieurs années, notamment en Espagne et en Allemagne où des restructurations et des faillites retentissantes ont défrayé la chronique, ruinant au passage de nombreux petits investisseurs « naïfs ».

- « *Elle présente en effet de nombreux atouts : c'est tout d'abord une énergie renouvelable non polluante qui contribue à une meilleure qualité de l'air et à la lutte contre l'effet de serre* ».

Une éolienne est peu polluante directement. Mais c'est surtout la centrale au gaz ou au charbon qui fonctionne quand elle ne produit rien, c'est-à-dire [les trois quarts du temps](#), qui pollue et détériore la qualité de l'air, comme c'est le cas en Allemagne.

- « *C'est aussi une énergie qui utilise les ressources nationales et concourt donc à l'indépendance énergétique et à la sécurité des approvisionnements* ». Clairement non. C'est un mensonge caractérisé. Quand le vent souffle peu (moins de 15 km/h), ou pas du tout, [l'éolienne ne produit rien](#) et les centrales thermiques à gaz ou au charbon fonctionnent avec des énergies fossiles (gaz et charbon) importées de l'étranger. Vouloir diminuer le nombre de centrales nucléaires (qui importent très peu d'uranium pour une valeur de moins d'un milliard d'euros) et augmenter le nombre de centrales à gaz (en provenance de Russie), ou au charbon (comme en Allemagne) ne « concourt » en rien « à l'indépendance énergétique et à la sécurité d'approvisionnement ». Au contraire, elle aggrave notre dépendance et notre insécurité.

- » *Les régimes des vents, différents dans les trois secteurs (façade ouest, vallée du Rhône, côte languedocienne) sont complémentaires les uns des autres* ».

C'est encore faux. C'est une fable régulièrement contée aux Français. [Une étude conjointe de Jean-Pierre Pervés et de Hubert Flocard](#) publiée en mars 2012 a montré qu'il existe de nombreuses périodes où le vent est absent sur la totalité du pays, et même aussi sur la totalité de l'Europe.

### **Des compétences discutables**

La plupart des analyses de cette agence et des associations de soutien aux énergies renouvelables ne sont que de la poudre aux yeux. Elles utilisent des images propres à frapper les esprits en donnant l'impression que les énergies renouvelables représentent une tendance de fond de notre société pour faire adhérer les Français : « c'est incontournable ». Cette technique rhétorique, dans laquelle excellent nos « Pères Verts », consiste à introduire des idées affublées du sceau de l'expertise à seule fin d'hypnotiser les Français. Et cela fonctionne bien. La vacuité des présentations fondées sur des concepts séduisants et des mots creux ont persuadé des citoyens, et donc aussi des décideurs politiques, que l'avenir appartient aux énergies renouvelables. Leur talent réussit quotidiennement à occulter plus de 20 ans de fiascos à répétitions dans plusieurs pays : États-Unis, Espagne, Italie, Grande-Bretagne et dernièrement l'Allemagne, pays le plus impliqué dans cette impasse ruineuse.

Heureusement, la France est « en retard » dans le domaine des énergies renouvelables. Les énergies du vent et du soleil ont tout pour plaire et pour

durer, mais aussi tout pour décevoir et disparaître. Elles sont aujourd'hui affaires de sciences détournées et de faux semblants. Dissipez l'illusion, démystifiez leurs pseudos avantages et vous verrez apparaître l'imposture qui soutient le développement des éoliennes et des panneaux photovoltaïques.

Comme toute imposture, elle ne résistera pas à la seule épreuve qui compte, celle de la réalité technico-économique. Mais cela peut prendre du temps et engloutir des milliards d'euros pillés dans les poches des consommateurs et des contribuables avant que le château de cartes ne s'écroule.

Les éoliennes et les panneaux photovoltaïques entraîneront encore des désastres financiers dans de nombreux pays. Il a déjà eu lieu en Espagne, il commence aux États-Unis et en Allemagne.

Des associations comme « Sauvons le climat » et des organismes comme la Commission de régulation de l'énergie et la [Cour des comptes](#), ont montré l'inanité de ces moyens de production d'électricité et tentent de limiter leur développement pour le bien de l'économie française, mais nul n'a réussi encore à arrêter leur folle progression bien orchestrée.

Le peuple commence à être instruit des ruses des écologistes et des commerciaux sans scrupule. Il jette un regard de plus en plus critique sur les énergies renouvelables sensées succéder à l'énergie nucléaire et parées de toutes les vertus. Mais il semble sous-estimer l'urgence d'agir auprès de ses représentants politiques trop souvent passifs et, hélas, parfois complices, pour défendre la qualité de son système de production d'électricité, ses intérêts financiers et son pouvoir d'achat menacé par les Pères Verts.

## Tous japonais – suite

Michel Santi 13. août. 2014

Voilà: c'est fait ! Le bon du Trésor allemand à 2 ans vient de passer au négatif et ceci est une vraie calamité pour ce pays et pour l'ensemble de l'Europe.

## Germany 2Y

🕒 09:19:23 - Real Time

➡ -0.005 -0.007



Pendant que le climat des affaires en Allemagne, lui, ne cesse de se dégrader:



... et que l'Italie est officiellement en déflation !



## Chômage, CAC 40 : la grande divergence

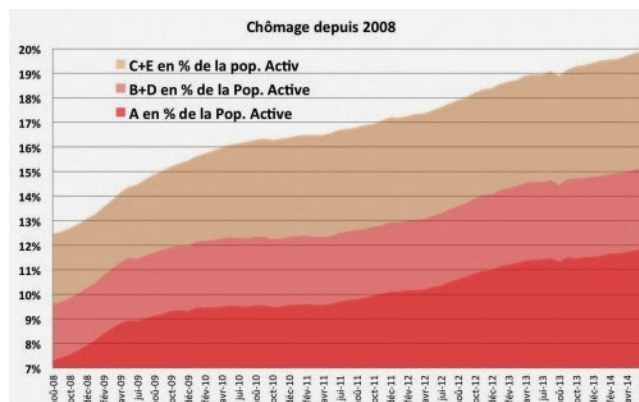
Laurent Pinsolle mercredi 13 août 2014

Envolée de 18% des profits des entreprises du CAC 40 au premier semestre, légère baisse du déficit commercial, nouveau record du nombre de chômeurs : l'agrégation de ces dernières données estivales démontrent remarquablement tout ce qui ne va pas dans le système économique actuel.



## Champagne en haut, ceinture en bas

Bien sûr, l'énorme amende que BNP Paribas a négocié et accepté de la justice étasunienne fait que les profits du CAC 40 affichent une baisse de 5,2% au premier semestre 2014, mais si on exclut cet élément exceptionnel, alors, les profits de l'élite du capitalisme français se sont envolés de pas moins de 18% ! Cela semble totalement surréaliste alors que la croissance économique est en berne depuis si longtemps, et que tant d'autres indicateurs sont dans le rouge, mais il n'est pas inintéressant de constater que la marge opérationnelle est passée de 8,2 à 9,2% dans une période pourtant difficile sur tous les plans, avec une faible demande, mais aussi des augmentations d'impôts. Cette performance est d'autant plus stupéfiante que nos champions hexagonaux ont souffert de la cherté de l'euro.



Parallèlement, le déficit commercial est au plus bas depuis 4 ans, à 29,2 milliards d'euros, soit 2,7 de moins que l'an dernier. Mais cette bonne nouvelle n'est qu'apparente car les exportations sont en baisse et qu'ils sont surtout le produit du recul des importations, et notamment des hydrocarbures, du fait de la mauvaise conjoncture. Mauvaise conjoncture qui se retrouve dans la hausse continue du niveau du chômage, qui a atteint un nouveau record en juin, comme le souligne Jacques Sapir sur son blog. Officiellement, on parle de 11,8% de taux de chômage. Mais si on compte les personnes dispensées et celles qui ont travaillé moins de 70 heures et qui cherchent un temps plein, alors, on monte officiellement à 15,1%. Jacques Sapir note que les radiations permettent sans doute de gagner 1,4 points.

## Un système condamné



Sapir note que si l'on compte toutes les catégories officielles, à savoir les personnes qui ont travaillé plus de 70 heures mais recherchent un emploi ou les contrats aidés, alors on atteint 19,9%, sans compter les radiations abusives. Bref, en réalité, c'est un Français sur cinq qui est aujourd'hui en difficulté sur le marché du travail. Comme le dit l'économiste, « on ne dira jamais assez les drames qui se cachent derrière ces chiffres, les vies brisées, les espoirs enfuis, les couples saccagés, et les suicides, certainement plus nombreux par mois, que les 54 morts de la catastrophe du vol AH5017 ». Philippe Séguin avait bien raison de dénoncer le « Munich social », qui se perpétue depuis 20 ans.

Il y a tout de même quelque chose d'indécent à voir le décalage colossal et sans cesse croissant entre la fortune d'une petite minorité et les difficultés grandissantes d'une immense majorité, soumise au chômage, à la précarité croissante du marché du travail et à une baisse du pouvoir d'achat, masquée dans la moyenne par l'envolée des très hautes rémunérations. Mais cette grande divergence finira tôt ou tard par provoquer une remise en cause profonde de notre système économique, comme Roosevelt l'avait fait dans les années 1930, pour en créer un nouveau qui profitera de nouveau à tous.

Quelle meilleure illustration du fait que le système économique actuel s'apparente à la loi de la jungle. Dans une période où les ressources sont stables, la petite minorité des plus forts continuent à avoir toujours plus, au détriment de la grande majorité, qui n'est plus protégée par l'Etat.

## **Dettes: rassemblement hostile aux fonds "vautours" à Buenos Aires**

Les Echos Le 13/08

Plus de douze mille personnes se sont réunies mardi dans un stade couvert de Buenos Aires, à l'appel de plusieurs partis de gauche, afin de soutenir le gouvernement dans son litige contre les fonds "vautours".

Des centaines de drapeaux de partis politiques et de syndicats étaient déployés dans le Luna Park, situé à quelques encablures du palais présidentiel, où régnait une ferveur patriotique. La foule entonnait des chants au son des tambours et scandait des slogans comme "Patrie, oui, colonie,

non".

"Je suis venu pour défendre notre souveraineté nationale, car la stratégie des [fonds vautours](#) va à l'encontre des intérêts de notre pays et de l'ensemble des pays en développement plus largement", indique Eric Lagorio, 24 ans, militant du mouvement Jeunesse péroniste, enroulé dans un drapeau aux couleurs de l'Argentine.

"La majeure partie de la dette argentine a été contractée durant la dictature militaire, lorsque le peuple n'avait pas son mot à dire", fustige Gladys Negrelle, une politologue de 58 ans, au milieu d'un vacarme assourdissant. Comme elle, de nombreux Argentins présents au Luna Park dénoncent l'origine "illégitime" et "injuste" de la dette du pays.

"Il faut rembourser la dette, mais seulement ce qui a été prêté, et rien de plus", estime Gonzalo Ruiz, un lycéen de 16 ans, venu avec des amis afin d'apporter son soutien à la politique du gouvernement contre les fonds "vautours".

Plusieurs figures de la politique se sont exprimées lors de ce rassemblement, comme Amado Boudou, le vice-président argentin, ainsi que Gabriel Mariotto, le vice-gouverneur de la province de Buenos Aires.

L'Argentine a été condamnée par la justice américaine à verser 1,3 milliard de dollars à des fonds "vautours", ce à quoi Buenos Aires se refuse, estimant que cette décision judiciaire met en péril tout le processus de restructuration de sa dette.

Les agences de notation ont classé l'Argentine en "[défaut de paiement](#) partiel" car un juge américain a bloqué tout remboursement de dette aux autres créanciers tant que le pays sud-américain se refuserait à appliquer le jugement.

## **Japon : la hausse de la TVA a fait plonger la croissance du deuxième trimestre**

**Claude Fouquet / Journaliste | Le 13/08 LesEchos.fr**

**La croissance japonaise a baissé de 1,7 % au deuxième trimestre. Une baisse attendue qui illustre le contrecoup de la hausse de la TVA intervenue en avril dernier.**

Le Pib du Japon a reculé de 1,7% entre avril et juin par rapport au premier trimestre. En rythme annuel la croissance japonaise reste cependant soutenue

avec une progression de 6,8 %. Cette mauvaise nouvelle pour le Premier ministre Shinzo Abe -qui a engagé une ambitieuse politique de relance surnommée « Abenomics »- était cependant largement attendue des analystes.

La croissance soutenue du premier trimestre (1,5 %) était en effet largement imputable aux consommateurs qui avaient anticipés leurs achats avant la hausse de TVA du 1<sup>er</sup> avril (passée de 5% à 8% à cette date).

Mais même attendue, ce recul est le premier enregistré par Tokyo depuis que le pays était sorti de la récession dans les derniers mois de 2012. Depuis cette date en effet, le PIB japonais avait invariablement progressé, hormis au quatrième trimestre 2013. Il avait alors stagné.

Le détail des chiffres publiés ce mercredi montrent clairement l'ampleur du choc de la hausse de la TVA. Les dépenses des ménages ont plongé de 5,2%, tandis que dans le même temps les entreprises réduisaient leurs investissements de 2,5 %. L'immobilier a également été fortement affecté avec une chute de 10,3%

Conséquence directe de cette situation, les importations ont freiné fortement (avec un repli de 5,6 %) alors que dans le même temps les exportations, gênées par la vigueur du yen, ne parvenaient toujours pas à se redresser et affichaient un léger repli de 0,4%.

Les pouvoirs publics ont de leur côté diminué leurs investissements (-0,5%) mais ce repli devrait être provisoire puisque le gouvernement a par la suite voté un train de mesures de soutien (40 milliards d'euros) qui est destiné à prendre le relais des précédents budgets de relance votés début 2013 peu après l'arrivée au pouvoir de Shinzo Abe.

### **Un accident de parcours ?**

En dépit de cette contre performance économique, le gouvernement se veut optimiste. « Notre vision n'a pas changé », a assuré mercredi le ministre de la Revitalisation économique, Akira Amari, cité par l'agence Jiji. Selon lui, l'effet taxe, en ligne avec leurs attentes, s'estompe progressivement. Et de répéter que la décision sur une éventuelle nouvelle hausse de la « TVA nipponne » serait prise en fin d'année, en fonction des indicateurs relatifs au troisième trimestre.

Programmé en octobre 2015 et prôné par le Fonds monétaire international, le

passage à un taux de 10% vise à pérenniser le système de protection sociale et à enrayer l'augmentation de la colossale dette publique du pays, qui représente déjà 250% de son produit intérieur brut (PIB), un niveau sans égal parmi les pays développés.

Les économistes entrevoient eux aussi « une reprise dans les mois à venir ». « Le deuxième trimestre fait figure d'exception », a commenté Yoko Takeda, de l'Institut de Recherche Mitsubishi, renvoyant aux chiffres du PIB de juillet à septembre qui, eux, diront si oui ou non les « Abenomics » ont remporté leur pari.

Le FMI avait livré la même analyse fin juillet, estimant « les conditions réunies pour que le Japon parvienne à surmonter » l'onde de choc fiscale. Et d'avancer que la croissance devrait s'établir à 1,6% sur l'ensemble de l'année 2014, sensiblement identique à l'an passé (1,5%).

## **Le salaire minimum relevé de 14 % en Chine**

Les Echos | Le 05/08

La hausse du salaire minimum vise à dynamiser la consommation.

La Chine fait à nouveau un geste pour ses travailleurs. Dans seize villes et provinces, dont Pékin, Shanghai et le Sichuan, le salaire minimum a été augmenté de 14,2 %, alors que la croissance s'est cantonnée à 7,5 % [au deuxième trimestre et l'inflation](#) à 2,3 % en juin. Ainsi, à Shanghai, il s'élève désormais à 1.820 yuans (220 euros), soit 17 yuans (2 euros) de l'heure. Il s'agit du plus haut niveau de rémunération constaté dans la première économie asiatique, où ce sont les autorités locales qui fixent le montant du salaire minimum, en fonction des particularités régionales. A Pékin, il est légèrement inférieur, à 1.560 yuans (188 euros). Cette augmentation entre dans le cadre du plan quinquennal pour la période 2011-2015, qui prévoit que les salaires soient augmentés de 13 % en moyenne par an.

Objectif avoué de cette politique : relancer la consommation. La part des dépenses de consommation finale des ménages dans le PIB ne décolle pas. Elle fluctue entre 34 % et 36 % depuis 2009, d'après les données de la Banque mondiale. Pour Lui Li-Gang, chef économiste Chine chez ANZ, [interrogé dans nos colonnes en janvier](#), « il faudrait plutôt tendre vers 60 % ». Pékin poursuit ainsi le rééquilibrage de son économie. En début

d'année, la multiplication des grèves en Chine, dont le nombre était en hausse d'un tiers sur un an au premier trimestre d'après l'agence Reuters, a rappelé que le modèle de la sous-traitance qui a fait le succès du pays, favorisé par des bas coûts de production, ne serait plus viable sur le long terme. Plus que les salaires, les grévistes ont réclamé l'accès à une meilleure couverture sociale.

### **Accroissement des inégalités**

L'augmentation du salaire minimum est aussi une réponse à l'accroissement des inégalités, source chronique de mécontentement contre le pouvoir. Un rapport de l'université de Pékin, publié en juillet, a souligné ce phénomène. En 2012, le coefficient de Gini chinois était égal à 0,73, alors que la moyenne des pays de l'OCDE était de 0,31 en 2011. Pour rappel, plus le chiffre est proche de 1, plus les inégalités sont fortes. *« Le peuple doit être notre priorité, assurer et améliorer son bien-être doit être le point de départ et le but de tout notre travail »*, avait déclaré Wen Jiabao, le Premier ministre chinois en mars 2011, lors de la présentation du plan quinquennal.